

pour les autres denrées? Je ne dis pas que la distribution en devrait être gratuite. Je suis contre le régime de l'aumône et je voudrais que tout ouvrier apte au travail puisse faire sa part dans la société. Je dis donc au Gouvernement et au ministre que si la conduite qu'ils ont tenue depuis quelques années n'a rien produit d'efficace, ils devraient rechercher d'autres moyens de résoudre ce difficile et important problème, qui se pose devant nous non seulement depuis l'avènement du régime actuel mais depuis 1930. Je ne suis pas de ceux qui croient que le problème est d'ordre passager. En eriet, un état de choses qui se perpétue depuis neuf ans peut passer pour permanent dans l'ordre économique de la nation. La question est de savoir, et nous avons toujours pensé ainsi, si un régime quelconque peut, dans les limites de notre système capitaliste, supprimer le chômage parmi nous. Pour ma part, j'en doute fort. J'ignore ce qu'en pense le ministre. Ses idées peuvent différer des miennes. Mais si les anciens remèdes s'avèrent inefficaces, le Gouvernement et le Parlement se doivent d'en trouver d'autres, plus efficaces. Mais le Gouvernement n'a rien à offrir, que je sache.

Dans quelques jours les honorables députés rentreront dans leurs circonscriptions et rencontreront leurs commettants. Encore une fois, il se peut qu'il y ait appel au peuple. Nous devons rencontrer sans doute plusieurs milliers de personnes. Je représente une circonscription industrielle assez vaste, et quand je passe en revue les actes accomplis depuis quatre ans par ce régime, appuyé par une majorité sans précédent dans nos annales politiques, je me demande quels gestes précis je pourrai signaler à mes commettants comme ayant été posés par le régime actuel pour résoudre l'un des plus pressants problèmes de l'heure. Que pourrai-je leur dire? Lorsque le régime actuel prit le pouvoir en 1935, nous comptions environ 460,000 sans travail. Aujourd'hui, en 1939, nous en comptons toujours autant, même plus. La situation ne s'est guère améliorée, loin de là. Le régime a pris le pouvoir en 1935 alors que notre vie industrielle manifestait un regain d'activité qui a atteint son maximum en 1937 ou à peu près. Depuis 1937 l'embauchage est à la baisse. En d'autres termes, le cycle est contre le gouvernement, à l'heure qu'il est. Ainsi, que pourrions-nous dire aux chômeurs? Somme toute, je ne souscris pas à certaines des déclarations qui ont été faites à l'égard des chômeurs, et que je ne répéterai pas. Que dirai-je aux milliers de chômeurs de ma circonscription? Leur dirai-je que nous avons tenté plusieurs formes d'assistance, mais que nous n'avons rien accompli?

Il n'y a rien de plus démoralisant pour la société que les secours répétés, tels que ceux

que l'on distribue à un grand nombre de personnes de ma circonscription. J'aimerais que l'on mette fin à cet état de choses et que nous procurions de l'emploi aux gens. Jeunes et vieux se démoralisent; c'est cela que je voudrais voir cesser dans notre pays. J'aimerais que tous deviennent des citoyens utiles, capables de produire, mais si nous les tenons à l'assistance, ils finiront par être presque totalement inaptes aux emplois.

Nous avons essayé l'aumône, les secours et les travaux publics, mais en vain. Nous avons tâché de multiplier nos marchés. Impossible de trouver des débouchés pour nos produits et cela, pour des raisons qui ne doivent pas échapper à la députation. Si les marchés continuent à nous faire défaut, continuerons-nous à agir de la même manière, en gardant nos richesses en blé, denrées alimentaires, vêtements et autres produits que notre population ne peut utiliser parce qu'on l'en empêche. Pourquoi ne trouvons-nous pas une méthode de ménager au peuple un accès aux moyens de subsistance qui sont le patrimoine de tout Canadien?

Si je présente ces observations aujourd'hui, c'est parce que je crois, comme d'autres membres de la députation, que la législature actuelle peut ne plus se réunir. Si je dois me présenter à mes électeurs dans un avenir prochain, je n'ai qu'une chose à dire, c'est que je suis déçu non pas tant du ministre du Travail qui reflète simplement la politique du régime, mais du fait que le Gouvernement n'a pas su prendre des mesures plus énergiques pour résoudre l'un des problèmes les plus importants auxquels le pays ait à faire face.

(Texte)

M. ALPHONSE FOURNIER (Hull): Monsieur le président, depuis quelque temps, certains députés de l'opposition, tant du parti conservateur que du parti du crédit social, ont pris la ville de Hull comme point de mire de leurs critiques. Lorsque la Chambre discutait le crédit de \$10,000 pour contribution à la Commission internationale d'assistance aux enfants réfugiés d'Espagne, le 12 mai, le député de Calgary-Est (M. Landeryou) a demandé au ministre des Pêcheries (M. Michaud) s'il restait un solde non dépensé de cette somme. Je cite les paroles de l'honorable député à cette occasion:

C'est regrettable, parce qu'il y a de nombreux enfants réfugiés canadiens à Hull qui ont besoin de secours. Le ministre songera-t-il à utiliser une partie de l'argent non dépensé pour ces enfants?

J'intervins alors dans la discussion:

Puis-je interrompre l'honorable député? Personne n'est dans la misère à Hull.

Le sténographe n'a pas complété ma phrase, il n'a pas rapporté exactement mes paroles.